Analyse de la situation française

I

J'ai commencé cette analyse par un « tableau social » de la France (paru dans le dernier numéro des *Cahiers*); je ne me propose nullement de « faire de la littérature ». Mon point de départ est, au contraire, éminemment pratique : je crois que la tendance qui publie les *Cahiers* est appelée à jouer un rôle de premier plan dans la politique prolétarienne. Une responsabilité énorme pèse sur la gauche révolutionnaire, mais il faut qu'elle soit à la hauteur de sa tâche. Il ne suffit pas de se proclamer révolutionnaire pour l'être. Celui qui veut « brûler les étapes », celui qui lance des mots d'ordre « révolutionnaires », mais abstraits, n'est pas révolutionnaire. Il ne s'agit pas de crier aux masses des « mots d'ordre » finaux, mais de les mettre en mouvement, de leur montrer, concrètement, le prochain pas, de reconnaître la « chaîne historique », et de savoir saisir un chaînon après l'autre, après avoir mûrement réfléchi, patiemment analysé *l'ensemble* de la situation. Après avoir analysé notre situation et l'avoir confrontée avec notre politique, nous passerons à l'examen critique des positions « zyromskistes » et à celles des théories de camarades qui font l'apologie d'un « stalinisme idéal ». Ces camarades, qui publient une revue mensuelle, dont le niveau théorique est, d'ailleurs, élevé, lui ont, malheureusement, donné pour titre : *Que faire?* tandis que la politique qu'ils propagent est, justement et avant tout, infaisable.

II

Après avoir esquissé le rapport de forces « objectif », à l'aide d'opérations d'ordre arithmétique, nous devrons y ajouter une triple analyse, pour aboutir à une caractéristique de la situation dans son ensemble.

Analyse historique, d'abord : considérer les rapports des classes, non comme un fait abstrait, mais comme le résultat et comme stade intermédiaire de l'évolution sociale.

Analyse idéologique, partant, non des données objectives, mais de leur reflet plus ou moins juste de la conscience des couches et des individus composant la réalité sociale. Car c'est cette conscience (dans le sens le plus large du mot) qui détermine leur activité politique.

Analyse *internationale*, enfin, qui n'exile pas la France des facteurs internationaux, mais, au contraire, examine les facteurs « nationaux » dans leur interdépendance avec les facteurs internationaux.

III

La France est en évolution rapide. Le rythme de cette évolution s'est accéléré depuis la guerre. De pays relativement stable, caractérisé par un équilibre des classes, une paysannerie forte, un prolétariat industriel formant une minorité de la nation, dispersé dans des entreprises petites et moyennes, la France devient un pays de capitalisme monopoliste, avec prépondérance industrielle et commerciale, dépopulation des campagnes, concentration et centralisation des entreprises, importance accrue des industries clés (acier, chimie, électricité, caoutchouc, etc.), appauvrissement des couches moyennes. De là, résulte une radicalisation des couches moyennes, d'une part, le déclin partiel d'une des formes traditionnelles du mouvement ouvrier français, de l'anarcho-syndicalisme, d'autre part.

L'évolution des trusts et monopoles, l'appauvrissement des couches moyennes, le développement de tendances antidémocratiques (résultat du changement du capitalisme de libre concurrence en capitalisme monopoliste), donnent les possibilités pour une alliance du prolétariat avec une grande partie des couches moyennes. Les traditions démocratiques de la France favorisent pareille union, mais constituent, en même temps, un obstacle pour la transformation d'une pareille alliance défensive en alliance offensive anticapitaliste.

IV

C'est « l'être social qui détermine la conscience ». Cette constatation de Marx est juste. Mais « l'être social » est complexe. Un ouvrier n'est pas seulement et uniquement prolétaire : il est, en même temps, Français, il appartient à une couche prolétarienne déterminée; l'un habite une petite, l'autre, une grande ville; celui-ci travaille dans une entreprise de dix mille ouvriers, celui-là, dans une boîte qui n'en occupe que trois. Chacun est influencé par les idées dominantes (qui sont toujours les idées de la classe dominante), à travers l'école, la presse, le cinéma, l'église. Enfin, existent des traditions idéologiques : « Les traditions des générations mortes pèsent, comme un cauchemar, sur le cerveau des vivants. » (Marx.)

Nous, les marxistes, savons que le prolétaire est, avant tout, prolétaire : la grande masse ne le sait pas. Une partie toujours importante du prolétariat, peut-être la majorité des employés, se croit « petite bourgeoise ». C'est pourquoi les marxistes révolutionnaires ne peuvent englober qu'une minorité, ne peuvent représenter qu'une avant-garde. Mais l'avant-garde ne peut vaincre seule. Elle doit conquérir la majorité de la classe ouvrière, entraîner même une large partie des couches moyennes et transformer enfin la majorité « arithmétique » du prolétariat en majorité effective.

L'avant-garde doit clarifier la conscience des masses, non par des livres et de beaux discours abstraits, mais en se liant aux masses dans la lutte. Former, face aux menaces fascistes, un front de défense démocratique, instaurer, au cours de la lutte, l'hégémonie prolétarienne dans ce bloc, et l'hégémonie des marxistes révolutionnaires au sein du prolétariat, en restant indissolublement liés aux masses mêmes : voilà donc la tâche stratégique des révolutionnaires, qui, seule, pourra permettre la victoire socialiste.

V

Dans le stade actuel de l'évolution technique et économique, le monde forme, dans son ensemble, un système unique. Ce qui se passe en Chine, en Autriche, en Russie, a ses répercussions en France, en Angleterre, en Amérique, aux Indes, et vice versa. Or, ce monde actuel a, pour ainsi dire, trois faces, trois aspects différents, étroitement liés, et qu'on ne peut séparer.

Ces trois aspects sont :

1. Les contradictions impérialistes, c'est-à-dire la concurrence entre les divers capitalismes nationaux, pour les débouchés, les matières premières, les sphères d'influence, l'hégémonie politique;

2. Les contradictions de classes entre les classes exploitantes et le prolétariat;

3. Les conflits et contradictions entre les Etats impérialistes oppresseurs et les peuples coloniaux opprimés, luttant pour leur libération.

Leur interdépendance est due à deux faits :

1. A la victoire d'octobre 1917, en Russie. Même dégénérée, l'U.R.S.S. représente un corps étranger, au sein du monde capitaliste. Le prolétariat mondial reste lié au sort de ce qui reste de la révolution russe. Le rétablissement du capitalisme, sur un sixième du globe — un but auquel aspire le capitalisme mondial sous des formes différentes — constituerait une stabilisation du capitalisme, la liquidation de la révolution mondiale, une défaite énorme pour le prolétariat. Le principal ennemi de l'U.R.S.S. — tant pour des raisons impérialistes que pour des raisons de classe — est le fascisme allemand.

2. L'instauration du fascisme dans des Etats impérialistes importants : le fascisme représente un stade inévitable d'évolution capitaliste. Quoique en opposition à d'autres Etats capitalistes, pour des raisons impérialistes, il combat, en même temps, pour les intérêts généraux du capitalisme même. Une partie de la classe dirigeante, même dans les pays menacés par les visées impérialistes des Etats fascistes, sympathise avec lui, pour les raisons de sa domination de classe. Le fascisme est un « article d'exportation ». Il ne peut, définitivement, stabiliser sa domination dans un pays, sans créer un « climat » favorable dans les pays voisins. Il sape les libertés démocratiques dans ces pays, essaye de les mettre « au pas », agit en tant qu'avant-garde de la contre-révolution mondiale.

Nous avons, dans un numéro précédent des *Cahiers*, critiqué la ligne stratégique de l'Internationale communiste. Nous l'avons critiquée, non parce qu'elle reconnaît ces faits, que nous venons de mentionner, mais parce qu'elle répond à ces faits d'une manière néfaste, nuisible au prolétariat. Et, actuellement, face à l'abominable procès de Moscou, qui constitue, lui aussi, un des éléments de la politique internationale stalienne, nous n'avons qu'à souligner notre critique. Mais il serait impardonnable, de la part de révolutionnaires dignes de ce nom, de ne pas voir les *faits mêmes*, de ne pas tâcher d'y répondre par une politique réfléchie. Cette politique ne peut être « simple ». Et ce n'est pas par hasard que nous avons éprouvé des difficultés à nous trouver d'accord sur un des points capitaux de la politique prolétarienne : la question de la non-intervention en Espagne.

Les camarades doivent réfléchir à certaines questions. Y a-t-il un chemin juste entre le défaitisme, d'une part, et la subordination à la bourgeoisie, de l'autre? Quelle devrait être notre tactique dans le cas d'un soulèvement fasciste en Tchécoslovaquie suivi d'une intervention allemande?

Bernard-G. THOMAS.

LIBRE JEU DES TENDANCES

« Comment une organisation authentiquement révolutionnaire, qui se donne pour but de retourner le monde et rassemble, sous ses casaques, des négateurs, des révoltés, des combattants de toute témérité, pourrait-elle vivre et croître sans conflits idéologiques, sans groupements, sans formations fractionnelles temporaires? »

TROTSKY.

Nous nous le demandons.

Que cette question se pose entre socialistes cause une stupeur.

Nous en sommes là! Pourtant, l'article 19 *des statuts du Parti déclare que « la minorité aura droit, à tous les degrés de l'organisation du parti... à une représentation proportionnelle ». Il contient donc, implicitement formulée, la reconnaissance du droit à l'existence de divers courants dans le parti.*

S'élever contre la présence de ces fractions, tendances ou minorités — peu importe la terminologie — rappelle singulièrement les criailleries indignées de la bourgeoisie protestant contre notre vocable « lutte de classes ». Le mot lui faisait peur, le prononcer équivalait pour elle à créer cette lutte. Il ne s'agit pourtant que de constater ce qui est. De même pour les tendances, elles existent et le Parti a été sage de leur donner droit de cité.

Les partisans de « l'unité morale » prétendent-ils faire penser 200.000 *hommes et femmes unanimement? L'exemple de la dégénérescence causée par le monolithisme du P.C. devrait les éclairer. Certains, dont nous sommes, croient fermement que ces courants divers sont indispensables au dynamisme de la pensée et de l'action révolutionnaires, et que notre démocratie socialiste est la principale force de notre Parti. Encore faut-il qu'elle soit effective.*

Si des camarades pensent différemment — pendant qu'ils sont encore dans la majorité — qu'ils s'emploient à faire reviser nos statuts. Ainsi devraient procéder ceux qui s'indignent de nous voir préférer la lutte révolutionnaire « à la conquête des municipalités, des mandats cantonaux et législatifs », (programme de l'éditorial du Socialiste!), *l'action autonome des travailleurs à la collaboration des classes et à la capitulation. Ce que Paul Faure appelle des discussions sur des « mots ».*

Mais tant qu'un congrès national n'aura pas modifié la charte et les statuts du Parti, qu'on nous laisse défendre notre conception du socialisme et qu'on n'accapare plus la première page du Populaire, *le* Bulletin socialiste, *et les assemblées du Parti pour mener contre nous une lutte... de mandats, plus qu'une opposition de principe.*

En attendant la revision de l'article 19, *le secrétariat fera bien d'inculquer à certain délégué permanent la connaissance et le respect de nos statuts. Il est regrettable qu'un fonctionnaire du parti,* payé par tous les contribuables, *majoritaires ou minoritaires, chargé de former des sections, ignore tout de notre charte constitutive ou la viole délibérément. La plus élémentaire correction exigerait de lui qu'il fasse effort d'objectivité et ne se transforme pas en pèlerin passionné d'une croisade antigauche révolutionnaire.*

Précisons. Il s'agit d'André Chatignon qui, le mois dernier, débarqua à Besançon en tournée de propagande et se livra devant la section stupéfaite et gênée, à une attaque haineuse, calomniatrice et déloyale contre nous. Des protestations éclatèrent qui eurent le don d'exaspérer Chatignon, lequel se garda bien de répondre aux objections et questions d'ordre politique, mais trouva plus commode d'esquiver le débat en peignant Marceau Pivert sous les traits caricaturés de l'ennemi public n° 1.

Ainsi donc, au moment où l'ex-majorité prêche la camaraderie, « l'Union », un de ses trop zélés défenseurs s'en va — à nos frais — invectiver cette dangereuse gauche révolutionnaire.

Le Parti n'a rien à gagner à des manœuvres de ce genre. L'ex-majorité non plus. Peut-être même l'acharnement mis à nous attaquer, le réveil brusque de ceux qui se taisaient depuis des mois, cette soudaine orchestration des imprécations contre nous, cette attaque de grand style a-t-elle été à l'encontre du but poursuivi. (Qu'André Chatignon aille s'en rendre compte à Besançon!) *Des camarades, très éloignés de nous, s'étonnent de cette offensive générale, comparent notre attitude — basée sur des divergences principielles — avec celle de nos détracteurs* (qui songent bien moins à fournir à leurs auditeurs un programme constructif qu'à « démolir » la tendance gênante), *se demandent si nous ne sommes pas en train de devenir majoritaires, pour inquiéter si furieusement les tendances alliées, et si cette mesquine guérilla n'est pas le plus éclatant hommage rendu à la solidité de notre position!*

Majoritaires, S.O.S.!

Madeleine HERARD.

UN DOCUMENT

Nos amis liront ci-dessous la lettre expédiée par le Front populaire de Clichy à Marx Dormoy, à la veille de la terrible mêlée qui fit cinq morts et des centaines de blessés. Ils verront de quelle sagesse et de quelle perspicacité ont fait preuve les élus populaires de Clichy en cette occurrence. La conclusion est évidente : si l'Intérieur avait interdit la réunion P.S.F., le sang n'aurait pas coulé. La légèreté montrée par le ministre, passant outre à la requête des camarades de Clichy, est seule responsable du drame. Nous disons « légèreté », bien que Marx Dormoy ne passe pas pour un farceur, parce que nous ne voyons pas quel autre terme pourrait s'appliquer à ce cas... Au C.N. de Puteaux, en avril dernier, où la G.R. fut dissoute, Marx Dormoy nous accusa d'avoir provoqué la police dans la nuit tragique de Clichy. Or, depuis, Dormoy et, après lui, le Popu *ont reconnu la présence de provocateurs du C.S.A.R. sur les lieux du combat. Malgré cela, nous attendons toujours une excuse de ceux qui nous insultèrent et nous calomnièrent pour faire avaler aux délégués du Parti leur mauvais coup contre la G.R.*

Clichy, le 12 mars 1937.

Le Comité directeur du Front Populaire de Clichy au camarade Dormoy, ministre de l'Intérieur.

Monsieur le Ministre et cher Camarade,

Le Comité directeur du Front populaire de Clichy, comprenant les responsables locaux du Parti socialiste, du Parti communiste, du Parti radical, de la C.G.T. et des J.E.U.N.E.S., tous régulièrement mandatés, émus à l'extrême à l'annonce d'une réunion du P.S.F., prévue dans la plus grande salle privée de Clichy, pour le 16 mars, demande instamment, pour empêcher des incidents inévitablement graves, l'interdiction formelle de cette réunion, qui n'est pas autre chose qu'une provocation à la population laborieuse de Clichy, qui a affirmé à plusieurs reprises son intention de ne pas tolérer, SOUS QUELQUE PRETEXTE QUE CE SOIT, une réunion de factieux camouflés en P.S.F.

Le Comité directeur, qui représente les meilleurs éléments et les meilleurs conseillers de la population antifasciste de Clichy, constate la difficulté de freiner une action de la population qui tentera d'empêcher la tenue de cette réunion, qui, à la sortie, manifestera sa colère avec une mesure qu'il est impossible de prévoir à l'avance.

Le Comité directeur, prétendant connaître parfaitement la mentalité de leurs concitoyens, alerte notre camarade délégué au Gouvernement, au titre de ministre de l'Intérieur, pour intervenir énergiquement auprès des organisateurs en vue de l'interdiction de cette réunion dont les suites seront extrêmement graves, quelle que soit la volonté des dirigeants du Front populaire local.

Le Comité directeur, étant convaincu que la réaction de la population sera violente, estime qu'il est de son devoir d'alerter l'ensemble des antifascistes de Clichy par affiche, par tracts et par une propagande particulière auprès des travailleurs des nombreuses usines de Clichy, de diriger une contre-manifestation avant, pendant et après la réunion du P.S.F., à proximité immédiate du lieu prévu. En effet, le Comité directeur est persuadé que, seule, une manifestation imposante est capable de sauvegarder les intérêts moraux de la population de notre ville.

Enfin, le Comité directeur estime que l'interdiction de la réunion du P.S.F. s'impose, étant donné l'état d'esprit de la population clichoise.

Maurice BOUCHERY
(délégué et secrétaire de la Section Socialiste).

Marc RICHE
(délégué du Parti Communiste).

Le texte ci-dessus a été unanimement approuvé, après délibération, par les élus de Clichy : Auffray, maire de Clichy; Maurice Naile, conseiller général de Clichy; Maurice Honel, député de Clichy-Levallois, et le Conseil municipal de Clichy.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons avec douleur la mort subite de notre camarade Dussac, le militant communiste de Madagascar. Nous nous inclinons devant la mémoire de ce travailleur révolutionnaire, de cet ami fidèle et tenace des peuples opprimés.

Voir FAVIS IMPORTANT à la page 13.